

Sans aucune forme de concertation le maire de Balma annonce l'armement de la police municipale et la mise en place de système de vidéoprotection dans la ville.

Sur la forme, nous ne pouvons que nous indigner qu'un sujet aussi important n'ait été abordé ni en commission, ni en conseil municipal. Ceci constitue un déni de démocratie criant auquel malheureusement le maire semble de plus en plus coutumier.

Sur le fond nous tenons à rappeler que de telles mesures sont inefficaces, coûteuses et inadaptées au contexte Balmanais :

- Inadapté car la présence d'une Brigade de gendarmerie à Balma prend en charge efficacement les rares cas nécessitant une intervention armée.
- Coûteuse car le coût moyen d'une caméra oscille entre 8 650 et 13 800 € sans prendre en compte les coûts de maintenance.
- Inefficaces car aucune étude ne prouve sa réelle efficacité ; au mieux elle conduit à déplacer géographiquement la délinquance de voie publique vers les zones non « filmées »

Après l'armement de la police municipale, le projet de vidéoprotection, à quand le couvre-feu ?  
A quand la déchéance de l'appartenance à la Commune des mauvais citoyens ?

Cette escalade sans fin s'inscrit très clairement dans la démarche présidentielle qui mène le pays à la catastrophe financière, à la remise en causes de nos libertés en institutionnalisant l'état d'urgence et de l'égalité suite aux mesures de déchéance de nationalité.

Alors que les aides en direction des plus démunis de nos concitoyens et des associations sont comptés jusqu'au dernier euro, nous ne pouvons que déplorer une mesure électoraliste en direction des électeurs d'extrême droite qui ne fait pas honneur à notre commune ni à son dirigeant.

Communiqué rédigé par les élus d'opposition de Balma du Front de Gauche : Jean Pierre LORRE (PG) et Charles NIETO (PCF)